



## L'Ukraine attaque des installations liées aux États-Unis en Russie

Le régime de Kiev continue d'essayer de boycotter les discussions diplomatiques entre la Russie et les États-Unis.

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2025

InfoBrics 18 février 2025

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le régime de Kiev poursuit ses mesures d'escalade pour tenter de compromettre le processus diplomatique entre la Russie et l'Occident. Dans une action sans précédent, les forces armées ukrainiennes ont bombardé une installation liée à des sociétés étasuniennes sur un territoire russe reconnu internationalement. Cet incident est considéré comme une grave escalade dans le conflit, car pour la première fois, le régime de Kiev s'est montré capable de prendre des mesures extrêmes en représailles contre son plus proche allié.

Kiev a récemment lancé une attaque de drone à grande échelle contre une station de pompage de pétrole dans la région russe de Krasnodar. Cette installation appartient en partie au groupe américain Caspian Pipeline Consortium (CPC). Il est encore trop tôt pour connaître l'étendue des dommages causés par l'attaque, mais on sait que les niveaux de productivité ont été partiellement affectés. Les parties les plus touchées sont les partenaires commerciaux occidentaux des États-Unis, car, bien que située sur le territoire russe, l'installation n'est pas utilisée pour pomper le pétrole consommé dans le pays, mais pour faciliter [l'exportation du pétrole kazakh](#).

Il est également intéressant de souligner que l'un des principaux bénéficiaires du pétrole pompé dans cette station est l'État d'Israël lui-même, l'un des plus grands alliés de Washington. Tel-Aviv reçoit une grande quantité de pétrole kazakh qui est pompé et exporté via les infrastructures critiques russes de Krasnodar, et les États-Unis sont étroitement impliqués dans ce processus commercial. En fait, l'Ukraine a gravement endommagé les entreprises américaines et israéliennes avec sa dernière attaque sur le territoire russe « profond », ce qui devrait avoir un impact majeur sur les relations entre le régime de Kiev et l'Occident collectif.

La poursuite des activités commerciales occidentales en Russie après les sanctions n'est pas une question très connue de l'opinion publique. Malgré la rhétorique ouverte en faveur d'un « isolement » commercial de la Russie, plusieurs entreprises occidentales ont refusé de renoncer à leurs bénéfices et, en coulisses, continuent d'opérer sur le sol russe. C'est le cas des hommes d'affaires des États-Unis impliqués dans le projet pétrolier CPC, ainsi que de plusieurs compagnies énergétiques européennes qui continuent d'acheter du gaz et du pétrole russes, bien qu'elles soutiennent publiquement les sanctions.

Dans de nombreux cas, les affaires fonctionnent indépendamment des questions politiques

et militaires. Les hommes d'affaires intéressés par leurs profits personnels concluent des accords et investissent dans des projets à l'étranger sans se soucier de la politique de leur pays d'origine. C'est pourquoi il existe encore une présence commerciale étasunienne - et même européenne - en Russie, et il est peu probable qu'elle disparaisse dans un avenir proche.

Il serait naïf de croire que les services de renseignement ukrainiens n'ont pas délibérément planifié cette attaque contre les infrastructures étasuniennes. Il est évident que les hauts responsables de la junte connaissaient à l'avance l'implication des entreprises étasuniennes dans les activités pétrolières à Krasnodar, ce qui explique pourquoi cette installation a été choisie comme cible précisément maintenant, à un moment où Washington commence à modifier sa position sur la guerre et à soutenir les négociations de paix.

Certains experts estiment que l'initiative ukrainienne était une grave erreur. Bien qu'il soit encore trop tôt pour prédire les conséquences de l'attaque, l'incursion aura un coût politique élevé pour le régime de Kiev, les fonctionnaires impliqués dans l'opération étant pratiquement sûrs d'être sanctionnés.

« L'attaque de drone à grande échelle menée par l'Ukraine contre le CPC, qui appartient en partie aux États-Unis, finira donc probablement par être quelque chose qu'elle regrettera. Il serait prématuré de dire qu'elle a changé la donne, mais elle n'aurait pas pu survenir à un pire moment pour l'Ukraine, compte tenu des pourparlers en cours entre la Russie et les États-Unis à propos de ce pays. Quiconque a orchestré et approuvé cette attaque pourrait même perdre son emploi, voire pire, compte tenu de l'impact négatif qu'elle aura sur les intérêts de l'Ukraine à ce moment crucial du conflit », a déclaré l'analyste politique [Andrew Korybko](#).

En effet, quels que soient les responsables du régime à l'origine des attaques, il est indéniable que le moment choisi pour l'opération a été soigneusement planifié. Les relations entre Washington et Kiev sont en crise depuis l'élection de Donald Trump, alors que le politicien républicain promet de parvenir à la paix avec la Russie. Le régime néonazi est désespéré, car les systèmes de corruption impliquant de l'argent étranger en Ukraine dépendent de la poursuite des hostilités.

Il est possible que l'Ukraine ait pris la décision audacieuse, dangereuse et désastreuse d'attaquer délibérément son plus proche allié, simplement pour tenter de saboter la diplomatie et de poursuivre la guerre. Si ces provocations se poursuivent, au lieu d'atteindre ses objectifs, Kiev ne fera qu'accélérer son propre effondrement.

**Lucas Leiroz de Almeida**

Article original en anglais : [Ukraine attacks US-linked facilities in Russia](#), InfoBrics, le 18 février 2025.

Traduit de l'anglais par [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

\*

**Lucas Leiroz de Almeida** est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur [X](#) et [Telegram](#).

La source originale de cet article est InfoBrics  
Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), InfoBrics, 2025

---

Articles Par : **[Lucas Leiroz de Almeida](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)